

En exergue à la Préface de l'Édition de 2004 de son livre « UNE GUERRE POUR LES AUTRES », Ghassan Tuéni, le grand patron de l'empire de presse libanaise An-Nahar, cite un égyptologue français qui écrivait en 1897, donc bien avant la création de la République du Liban, ces lignes prémonitoires:

« Certaines contrées semblent prédestinées dès l'origine à n'être que des champs de bataille disputés sans cesse entre les Nations. C'est chez elles et à leurs dépens que leurs voisins viennent vider, de siècle en siècle, les querelles et les questions de primauté qui agitent leur coin du monde. On s'en jalouse la possession, on se les arrache lambeau à lambeau, la guerre les foule et les démembré : tout au plus leurs peuples peuvent-ils prendre parti, se joindre à l'un des ennemis qui les écrasent, et l'aidant à triompher des autres, rendre du même coup leur servitude assurée pour longtemps. » (*G. Maspero, dans « Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique »*)

Cela ressemble étrangement à l'histoire du Liban contemporain. L'unité nationale du Liban a toujours été d'une grande fragilité :

- Elle repose sur le pluralisme confessionnel surtout de ses quatre grandes communautés, Chrétiens, Sunnites, Chiites et Druzes dont la cohabitation n'est pas toujours harmonieuse.
- Un petit nombre de grandes familles exerce historiquement un contrôle dominant et souvent exclusif sur la politique nationale, ayant chacune leur parti politique, ponctuellement leur milice, et entretenant une relation de clientélisme des membres de leur communauté servant leurs intérêts étroits, souvent opaques voire mafieux, limitant ainsi toute avancée démocratique significative.
- Plusieurs personnalités politiques de ces familles se maintiennent de longue date au pouvoir, empêchant le renouvellement et la modernisation de la classe politique bien qu'ils aient fait amplement la démonstration de leur incompétence.

- Le « Pacte national » remanié suite à la terrible guerre civile de 75 à 90, répartit toujours les plus hautes fonctions de l'État entre les trois principales communautés, le Président étant toujours Maronite, le Premier Ministre Sunnite et le Président de l'Assemblée Nationale Chiite.
- Géographiquement, le Liban a une frontière commune au sud avec Israël et à l'est et au nord avec la Syrie, faisant de ce pays un État tampon entre deux États qui lui ont toujours été hostiles depuis son indépendance.
- Le conflit israélo-arabe a toujours eu un impact majeur sur l'existence même du Liban. Plus de 400 000 réfugiés palestiniens qui ont fui Israël lors de sa création en 1948 se répartissent dans une quarantaine de camps à travers le pays.
- Sur le plan régional, le Liban est littéralement coincé entre deux grands axes géopolitiques: l'axe sunnite, regroupant l'ensemble des pays sunnites sous l'influence de l'Arabie saoudite, et l'axe chiite, sous l'influence de l'Iran, et incluant le Hezbollah libanais.
- Sur le plan international, la France, ancienne puissance mandataire, et les États-Unis y exercent toujours une influence très importante.
- Bien sûr, le Liban a des institutions sécuritaires, notamment une armée nationale. Toutes les milices privées libanaises qui ont tant sévi durant la guerre civile de 75 à 90 ont déposé les armes sauf le Hezbollah (le Parti de Dieu) qui refuse de le faire, sous prétexte d'assurer la sécurité contre les Israéliens, même après leur retrait du territoire libanais en 2000.
- Confrontés aux soupçons qui pesaient sur Damas et le Hezbollah au lendemain de l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005, près d'un million de militaires et de civils syriens ont été contraints de quitter le Liban qu'ils occupaient depuis la guerre civile.
- Par contre, plus d'un million de Syriens, fuyant la guerre civile et l'invasion de l'armée de l'État islamique, se sont réfugiés au Liban ces dernières années.

Avec autant de lignes de fracture, religieuses, communautaires, géographiques ou géopolitiques, comment ne pas s'étonner du chaos ambiant et de la paralysie qui règne dans ce pays, et du disfonctionnement de ses institutions?

Ayant été Ambassadeur du Canada de 2005 à 2008, j'aimerais illustrer mon propos sur la situation politico-sécuritaire du Liban en analysant le conflit de l'été 2006 entre Israël et le Hezbollah qui a souvent été qualifié de « deuxième guerre du Liban », et la position pour le moins ambiguë du gouvernement canadien par rapport à cet affrontement.

Le Liban et le Canada : le conflit de l'été 2006 au Liban

Je suis arrivé au Liban en septembre 2005, sept mois après l'assassinat, en plein centre de Beyrouth, de l'ancien Premier Ministre Rafic Hariri. De nombreux autres assassinats de nature terroriste ou mafieuse, plus souvent qu'autrement à la voiture piégée et même à bout portant à la kalashnikov, ont eu lieu à la même époque, visant surtout des politiciens et des journalistes chrétiens et sunnites. De mon bureau ou de ma résidence, je pouvais littéralement entendre les déflagrations. Mais je ne soupçonnais pas que le pire était à venir.

Le conflit de l'été 2006 au Liban a été déclenché par Israël en représailles à l'attaque d'un commando du Hezbollah, le matin du 12 juillet derrière la "ligne bleue", frontière dressée par l'ONU mais non reconnue formellement par les deux États, contre une patrouille de Tsahal, qui s'est soldée par la mort de huit soldats israéliens et la capture de deux autres, les soldats Goldwasser et Regev.

Le conflit qui a duré 33 jours a fait 157 morts et blessés du côté israélien, surtout des militaires. Mais c'est du côté libanais que les pertes ont été les plus lourdes : plus de 5,300 morts et blessés, surtout des civils, le déplacement de plus d'un million de personnes, la destruction d'une bonne partie de la banlieue sud de Beyrouth qui abritait le quartier général du Hezbollah, et de la région du sud Liban, foyer des Libanais chiites, notamment la ville de Tyr et ses environs. Sans compter la destruction à grande échelle de très nombreuses infrastructures civiles libanaises.

Le conflit s'est terminé par l'adoption, le 11 août 2006 par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, de la Résolution 1701 qui précisait les conditions de la cessation des hostilités en vue d'un cessez-le-feu.

Le Hezbollah s'est immédiatement auto-proclamé vainqueur de ce conflit, qualifiant sa résistance contre la toute puissante armée israélienne de "Victoire divine". Son Secrétaire Général, Sayyed Hassan Nasrallah, a estimé que le Hezbollah avait détruit le mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne, brisé la crainte qu'elle suscitait dans la région, et crédibilisé la stratégie de la résistance plutôt que celle de l'apaisement et de la reddition pratiquée par les autres pays arabes.

À l'intérieur du pays, le conflit a eu notamment pour conséquence de durcir l'animosité entre les communautés sunnite et chiite libanaises, le Hezbollah accusant le gouvernement libanais de trahison envers la cause arabe et palestinienne.

Pour leur part, les Israéliens et leurs alliés occidentaux, Américains en tête, ont proclamé le Hezbollah « perdant » dans ce conflit. Pour eux, la Résolution 1701 constituait une importante défaite stratégique pour le "Parti de Dieu" puisqu'elle ordonnait le renforcement de la force militaire internationale de casques bleus (FINUL) et de l'armée libanaise le long de la frontière israélienne où auparavant, le Hezbollah opérait impunément.

Selon eux, le Hezbollah en est sorti plus que jamais isolé à l'intérieur même du Liban où ses armes sont devenues objets de profonde inquiétude pour les Libanais, surtout dans les milieux sunnites, chrétiens et autres. Donc une importante source de division sectaire et surtout de tension entre sunnites et chiites.

Mais loin d'être strictement limitée aux enjeux et protagonistes libano-israéliens, bien d'autres facteurs et acteurs doivent être pris en compte. La résistance du Hezbollah a une extension régionale et internationale des plus importantes. Le bras de fer entre Israël et le Hezbollah oppose les grandes puissances occidentales, États-Unis et Union Européenne en tête et leurs alliés arabes modérés dans la région, notamment l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie Saoudite qui sont en état de "paix froide" avec Israël, aux détracteurs de l'État hébreu regroupant essentiellement l'Iran et la Syrie, appuyés par les groupes palestiniens radicaux. Dans ce sens, on peut estimer que le conflit constituait une guerre américano-iranienne par procuration opposant Israël au Hezbollah.

De nombreuses raisons sont sous-jacentes à ce conflit, parmi lesquelles, la baisse d'influence des États arabes modérés de la région, la substitution du nationalisme arabe par l'identité islamique auprès des masses, la montée de l'influence de la République islamique d'Iran et du pouvoir islamo-chiite, le retrait en 2000 des troupes israéliennes qui occupaient le sud Liban depuis près de deux décennies, la volonté de la Syrie de maintenir, voire de récupérer son contrôle sur le Liban suite à son retrait humiliant le 26 avril 2005 au lendemain de l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005 dont elle a été soupçonnée, et l'impasse du processus de paix israélo-palestinien.

Mais une raison ressort du lot : la volonté américaine, sous Georges Bush, de créer un « Nouveau Moyen-Orient ». Suite au 11 septembre 2001, la politique américaine du Président Bush, fortement influencé par les néo-conservateurs qui avaient inscrit l'Iran et la Syrie sur la liste des pays de "l'Axe du mal", était de lutter contre la terreur et de démocratiser, en changeant les régimes en place si nécessaire, les pays de la région afin de créer un "Nouveau Moyen-Orient" aligné sur le projet de reconfiguration et de démocratisation du Grand Moyen-Orient. Cette approche constituait un resserrement de la politique américaine en faveur des intérêts israéliens et faisait notamment de la libération du Liban de l'emprise de Damas et de l'Iran une priorité.

Mais l'enlisement de la guerre en Irak n'a pas permis à Washington d'accorder toute l'attention nécessaire à la situation libanaise et notamment, à l'accroissement rapide de la puissance militaire et de l'influence politique du Hezbollah grâce à l'appui de la Syrie et surtout de l'Iran. Le conflit de l'été 2006 au Liban aura été pour Washington l'occasion souhaitée de « sous-contracter » à Israël la destruction du Hezbollah, et de ce fait l'influence de la Syrie et de l'Iran sur le Liban, élément essentiel de son plan de transformation radicale du Moyen-Orient. Mais les ratés de l'offensive israélienne « aérienne et hyper technologique » et l'efficacité de la résistance du Hezbollah contre toute attente, mena à un des grands revers de la stratégie américaine.

La diplomatie canadienne, la difficile prise de position sur le conflit de l'été 2006

Le fait de ne pas être une super puissance n'a pas empêché le Canada de jouer historiquement un rôle constructif au Moyen-Orient.

Comme l'affirment Paul Heinbecker, ancien Ambassadeur du Canada aux Nations-Unies et l'universitaire Bessma Momani, membre du « Center for International Governance and Innovation » de l'Université de Waterloo dans la préface de leur ouvrage « Canada and the Middle East, in theory

and practice », c'est grâce à l'absence de passé colonial et impérialiste que le Canada a pu développer une identité diplomatique reconnue comme impartiale et constructive, tant par les Israéliens que les Arabes.

Dans ce même ouvrage, Michael Bell, lui aussi ancien Ambassadeur du Canada et spécialiste notamment de la question du statut de Jérusalem, précise qu'historiquement, le Canada a toujours prôné la nécessité d'un État légitime et indépendant pour les Palestiniens et un État vivant en paix et en sécurité pour les Israéliens. Ce faisant, le Canada a toujours plaidé en faveur de la protection des populations civiles et de l'auto-détermination pour les deux peuples, favorisant la négociation plutôt que l'usage de la force.

C'est Lester B. Pearson, alors Ministre des Affaires extérieures du Canada, qui a ouvert la voie au rôle de médiateur du Canada en 1956 alors qu'il présidait l'Assemblée générale des Nations-Unies, en proposant notamment la création d'une force internationale de maintien de la paix pour résoudre la crise de Suez, concept qui a donné naissance aux Casques bleus des Nations-Unies tels que nous les connaissons aujourd'hui. Ce rôle lui a valu le Prix Nobel de la Paix en 1957.

Sous les Premiers Ministres Pierre-Elliott Trudeau, Joe Clark, Brian Mulroney et Jean Chrétien, la politique du Canada au Moyen-Orient s'est toujours voulue équilibrée à divers degrés entre les parties et selon l'époque, ce qui a mérité au Canada le titre de « honest broker » (courtier honnête). Trudeau (1968-1984) a incontestablement été le plus critique de l'État d'Israël, notamment sur la question de l'implantation des colonies et de l'invasion du Liban en 1982. Joe Clark (1979 – 1992) a vivement critiqué Israël pour la violence excessive de sa répression lors de la première intifada. Jean Chrétien (1993 – 2003) a refusé d'engager des troupes canadiennes en Irak, tout en cédant à la pression d'inscrire le Hezbollah sur la liste des groupes terroristes en 2002.

Sous Paul Martin (2004 -2005), cet équilibre s'est mis à changer. Lors du vote à l'ONU sur la résolution exigeant la destruction du mur de l'État hébreu et le versement de réparations, le Canada s'est abstenu, se rangeant aux côtés des États-Unis et d'un très petit nombre d'autres États. L'abstention lors des votes de résolutions rédigées par les pays arabes critiquant Israël était en passe de devenir la norme, le Canada s'alignant de ce fait sur la politique américaine. Pour l'ancien Ambassadeur israélien au Canada David Sultan (1996 à 2000), ce changement était positif puisqu'il traduisait une volonté de neutralité et de rééquilibrage de la politique d'Ottawa envers Israël. C'était un signe avant-coureur d'un virage radical encore plus important de la politique canadienne envers le Moyen-Orient.

C'est l'élection du gouvernement conservateur minoritaire de Stephen Harper en janvier 2006 (6 mois avant le conflit de juillet 2006 au Liban) qui allait modifier radicalement la politique canadienne dans cette région.

Une étude de Scott Staring du « Georgian College University Partnership Center » de Barrie en Ontario analyse les affinités de la pensée politique de Stephen Harper avec celle du philosophe et politicologue allemand Léo Strauss, auteur de la grande stratégie « néo-conservatrice » à la base de la redéfinition d'une politique étrangère américaine plus agressive, qui aurait notamment fortement influencé Paul Wolfowitz, Secrétaire adjoint à la défense, et Richard Perle, Président du Conseil de défense du Pentagone, sous la Présidence de George W. Bush.

De nombreux observateurs, à l'instar de Scott Staring, ont estimé que Stephen Harper était le chef de file de ce qu'on pourrait appeler le « front du nord » du courant straussien néo-conservateur, ce que Harper a toujours réfuté. Je laisse aux chercheurs et observateurs éminemment plus compétents que moi le soin de démêler cette question. Il est cependant évident que Stephen Harper avait de fortes affinités avec les idées néo-conservatrices de Strauss. Ces idées lui ont servi, très tôt après son élection de janvier 2006, à réorienter en profondeur la politique étrangère du Canada, notamment en remettant en cause la politique traditionnelle d'identification du Canada aux valeurs et idéaux internationalistes des Nations-Unies. La crise entre Israël et le Hezbollah fut l'occasion pour lui d'affirmer sa nouvelle approche.¹

En route pour le Sommet du G8 de Saint-Pétersbourg à peine 24 heures après le début des hostilités au Liban, Harper surprenait le monde en déclarant à la Presse canadienne que la riposte d'Israël « avait été mesurée dans les circonstances » alors que la Russie et la France avaient déjà critiqué Israël publiquement en estimant que la force utilisée était disproportionnée. Jamais n'avait-on entendu un Premier Ministre canadien défendre une position aussi favorable et sans nuances envers Israël.

Alors que traditionnellement, le Canada était parmi les premiers à œuvrer pour la cessation des hostilités et pour un cessez-le-feu lors d'un conflit, ce n'est que le 2 août, plus de trois semaines après le début des hostilités, que le chef de la diplomatie canadienne Peter MacKay s'est prononcé publiquement en faveur d'un cessez-le-feu immédiat. Mais il s'est empressé d'assortir sa déclaration d'une nouvelle expression qui illustre bien le virage total de la politique canadienne en faveur d'Israël en ces termes, cités dans le quotidien libanais L'Orient-Le Jour : « ... il y a une différence marquée entre un pays démocratique qui défend la vie de ses citoyens (Israël) et une armée terroriste (le Hezbollah) qui se consacre à tuer et à détruire. »

Cette déclaration a été prononcée quelques jours à peine après le second massacre de Cana (un premier massacre avait eu lieu en 1996) où des dizaines de civils, surtout des femmes et des enfants, sont morts sous les bombes israéliennes dans les décombres d'un immeuble où ils s'abritaient, tragédie décriée par la communauté internationale et qualifiée par les Libanais de « crime de guerre » et de « terrorisme d'État ». Elle montre à l'évidence la détermination du gouvernement Harper à appuyer Israël coûte que coûte.

Quelques jours plus tard, en commentant le massacre de Cana, la juge canadienne Louise Arbour, Haut-Commissaire aux Nations-Unies, émettait un avis beaucoup plus impartial et nuancé, s'adressant autant aux responsables du Hezbollah que d'Israël, estimant que « quand les obligations légales régissant la conduite des hostilités sont violées, la responsabilité personnelle et juridique peut être engagée, en particulier pour ceux qui occupent des postes de commandement ».

Enfin, en septembre 2006, au Sommet de la Francophonie qui se déroulait à Bucarest, le Canada s'est retrouvé pour la première fois isolé et a frôlé l'incident diplomatique entre Stephen Harper et Jacques Chirac quand notre Premier Ministre a exigé que la résolution sur les victimes libanaises du

¹ Voir : « Le tournant néo-conservateur de la politique canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas », *Études Internationales*, volume 45, numéro 4, décembre 2014.

conflit de l'été 2006 fasse aussi référence aux victimes israéliennes, ce qui avait été omis par toutes les autres délégations, y compris la France. Un texte de compromis faisant référence à « toutes les victimes civiles » a finalement été adopté.

Dans une entrevue au journaliste Charles Côté de la Presse de Montréal, Michel de Salaberry, ex-Ambassadeur du Canada en Égypte, en Jordanie et en Iran, fustigeait le Premier Ministre Harper en estimant qu'en appuyant Israël lors de la guerre au Liban, le Canada reniait 60 ans de diplomatie au Moyen-Orient.

Selon de Salaberry : « Il y a une question stratégique : est-ce qu'on impose un règlement ou est-ce qu'on trouve un compromis politique? Plus on use de la force, plus on crée d'ennemis et plus on a besoin de force. La stratégie des néo-conservateurs (américains) est un engrenage dont on ne pourra pas sortir. Même les Américains ne sont pas assez puissants pour occuper le Moyen-Orient entier, et c'est dans un processus comme celui-là que le Canada risque de s'engager ».

En guise de conclusion

Au cours de sa courte existence, l'État du Liban a été envahi et occupé tant par les Syriens que par les Israéliens, a dû livrer de nombreuses guerres conventionnelles ou asymétriques contre ces envahisseurs, plusieurs guerres civiles dont la plus récente et la plus sanglante a duré 15 ans, et a été la cible d'innombrables attentats terroristes et d'assassinats politiques ou mafieux visant des membres de toutes ses communautés.

Il est étonnant dans les circonstances que ce pays martyr ait réussi à survivre et à prospérer en dépit de toutes ces épreuves. Il faut saluer le courage et la résilience du peuple libanais qui a tant souffert, et ne pas s'étonner des manifestations récentes de sa population qui exprime un ras-le-bol généralisé et exige des réformes en profondeur.

PS : Je remercie le professeur Sami Aoun pour son amitié et ses précieux conseils qui m'ont permis de mieux comprendre l'évolution du Liban contemporain, ainsi que tous mes amis libanais pour leur accompagnement inestimable durant ma mission diplomatique au Liban de 2005 à 2008.